

CEREQ

Brief

BULLETIN DE RECHERCHE

JUIN 1993

SUR L'EMPLOI ET LA FORMATION

88

ALLEMAGNE : LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN QUESTION

La formation professionnelle allemande constitue la référence incontournable des débats européens sur l'évolution des systèmes éducatifs. Pourtant, en Allemagne même, ainsi que le font ressortir les experts de l'Institut fédéral de la formation professionnelle (BIBB), le système dual n'échappe pas à de très sérieuses interrogations sur sa viabilité future. Le coeur du débat allemand (1) rejoint des préoccupations souvent avancées en France : peut-on instaurer une véritable équivalence entre éducation générale et formation professionnelle ? Quelles perspectives de carrière ouvrir aux jeunes qui s'orientent vers l'enseignement technique ?

CEREQ

LE CONSTAT : UNE FORMATION PROFESSIONNELLE RECONNUE, MAIS DÉSTABILISÉE

Tous les groupes sociaux reconnaissent les performances du système dual de formation professionnelle (cf. encadré page suivante). Ce dernier a procuré à l'économie allemande d'importants avantages compétitifs alors que la concurrence internationale s'intensifiait.

Dans une période économique instable, la création de postes de formation professionnelle dans les entreprises s'est effectuée avec souplesse en préservant l'économie allemande d'à-coups trop marqués.

L'un des avantages déterminants du système dual tient aux voies diversifiées de formation qu'il propose. Cohérente avec les principes qui régissent une société pluraliste, cette

(1) Le texte qui suit est adapté d'un article de T. Adler, G. Dybowski et H. Schmidt paru dans la revue du BIBB, *Berufsbildung in Wissenschaft und Praxis*. 22/1993/1.

Le Bundesinstitut für Berufsbildung (BIBB)

L'Institut fédéral de la formation professionnelle (BIBB) est chargé, entre autres missions, de l'organisation et de l'animation du processus institutionnel et pédagogique qui débouche sur l'élaboration des règlements de formation (appellation de la profession apprise, durée, contenu et calendrier de la formation, aptitudes requises pour l'examen) des diverses spécialités qui composent le système dual.

Créé en 1976, il relève directement du gouvernement fédéral. Le BIBB exerce une fonction d'expertise qui doit favoriser la construction du consensus (Konsensprinzip) qui préside aux discussions des partenaires sociaux sur la formation professionnelle dans le cadre de commissions qu'il est chargé d'animer.

Cet institut (qui compte 330 collaborateurs) développe un important programme de recherche sur l'évolution des technologies, de l'organisation et des qualifications, le contenu et l'impact des innovations pédagogiques et institutionnelles ...

Le BIBB et le CEREQ ont signé en 1990 un accord de coopération. Il donne lieu à des échanges de personnel, à des journées de réflexion sur la genèse, le contenu et l'impact des réformes éducatives (avec la participation côté français de représentants du Ministère de l'Éducation nationale), à des études communes pour la Commission des Communautés Européennes. Ce partenariat s'inscrit dans un réseau d'institutions nationales qui comprend en outre le CIBB (Pays-Bas) et l'ISFOL (Italie).

Bundesinstitut für Berufsbildung - Fehrbelliner Platz 3, 1000 Berlin 31

diversification se traduit par un rendement économique et social élevé et milite pour son maintien et son développement. Le système dual reste cependant marqué par une tension entre l'éducation générale et la formation professionnelle. Inscrite dans l'histoire, cette tension trouve son origine dans les différences des modèles pédagogiques qui sous-tendent l'une et l'autre modalités de formation.

Le système dual

La quasi-totalité de la formation professionnelle en Allemagne se déroule dans le cadre de l'alternance entreprise - école professionnelle publique. Ce mode de formation, appelé "Duales System", accueille encore aujourd'hui la majorité des jeunes d'une classe d'âge.

Les contenus de la formation délivrée par l'entreprise sont élaborés au niveau fédéral dans des commissions réunissant les représentants de l'Etat, les experts de l'Institut fédéral de la formation professionnelle (BIBB) et les partenaires sociaux.

Les "apprentis dual" sont liés par un contrat à l'entreprise qui les forme pour une durée moyenne de 3 ans et demi. Ils perçoivent une indemnité fixée par les conventions collectives de branche.

Les programmes de l'école professionnelle sont définis dans chaque "Land" mais font l'objet, en ce qui concerne les disciplines techniques, d'une harmonisation au niveau fédéral.

Le titre délivré à l'issue de la formation, reconnu au niveau national, donne accès aux emplois d'ouvrier qualifié ou d'employé qualifié, selon la spécialité apprise. Il existe actuellement 374 spécialités de formation correspondant à toute une palette d'activités, de l'agriculture au tertiaire marchand et non marchand.

Le système dual admet tous les sortants du système éducatif général quel que soit leur niveau. Celui-ci constitue cependant un critère de sélection dont le caractère décisif varie en fonction du métier appris, du secteur d'activité et de la taille de l'entreprise formatrice (par exemple, dans la banque, 60% des apprentis sont bacheliers contre 3,7% dans la métallurgie).

Martine Möbus (CEREOQ)

La formation générale délivrée dans les classes supérieures des lycées privilégie une approche scientifique et prépare à l'exercice de postes de responsabilité. Par contre, la formation professionnelle a traditionnellement pour fonction de qualifier quelqu'un pour une activité professionnelle relativement spécialisée. Elle fait plutôt appel à des méthodes didactiques tournées vers la pratique.

Récemment, les frontières entre formation générale et formation professionnelle sont devenues plus floues : l'importance croissante pour la qualification professionnelle de la connaissance des langues, des mathématiques, des sciences naturelles, de la politique ... ainsi que la place incontestée de la technique et de l'économie dans une culture générale moderne ont engendré divers recouvrements entre les deux sphères de la formation. Néanmoins, chaque filière a préservé son profil et a maintenu ses objectifs propres. Ces différences restent liées à des inégalités sociales fondamentales: l'éducation générale, en particulier celle acquise au lycée, joue un rôle décisif pour les chances de réussite sociale, alors que la formation professionnelle s'évertue, depuis 150 ans, à ouvrir à ses diplômés des perspectives similaires.

Jusqu'à présent, ces efforts n'ont rencontré que des succès limités.

Les jeunes se tournent vers l'éducation générale

Depuis quelque temps, des signes donnant à penser que le système dual ne correspond plus totalement aux attentes des jeunes se multiplient. En témoigne la pénurie de candidats à la formation professionnelle dans diverses branches de l'économie, en particulier dans les spécialités de la production. En outre, le vieillissement sensible des apprentis déstabilise les modèles pédagogiques traditionnels, peu adaptés à de "jeunes adultes".

L'élévation du niveau scolaire des élèves (moins de sortants de la Hauptschule, davantage de sortants de la Realschule et du Gymnasium - voir encadré ci-dessous) et leur inclination croissante pour des études supérieures diminuent l'attrait du système dual.

L'élévation du niveau de formation générale

L'élévation du niveau de formation générale des sortants du système éducatif secondaire au cours des 30 dernières années, est assez remarquable :

	Fin de Hauptschule (avec ou sans certificat)	Examen de fin de Realschule (Fin de 1er cycle secondaire)	Abitur ou Fachhochschulreife (accès à l'enseignement supérieur)	Total
1960	73,0 %	18,2 %	8,8 %	100 %
1990	31,2 %	35,0 %	33,8 %	100 %

Source : Grund- und Strukturdaten 1992/1993, Bundesminister für Bildung und Wissenschaft. Chiffres valant pour l'ancien territoire de la République fédérale d'Allemagne.

Il existe trois filières à l'intérieur de l'enseignement secondaire général :

- 2 filières courtes :

- la Hauptschule (école secondaire élémentaire) comporte 5 à 6 années d'études à l'issue desquelles se situe la fin de la scolarité générale obligatoire.
- la Realschule comporte 6 années d'études sanctionnées par le Realschulabschluss qui correspond à un brevet de fin d'études du premier cycle secondaire.

- 1 filière longue : le Gymnasium (lycée), général ou technique, dont les études sont sanctionnées par l'Abitur (baccalauréat allemand) après 9 années de scolarité divisée en 2 cycles.

Martine Möbus (CEREOQ)

De plus, le fonctionnement du marché du travail pousse en ce sens. L'Institut de recherche sur les professions et le marché du travail (IAB) souligne que les qualifications acquises grâce au système dual sont insuffisamment valorisées. Les diplômés universitaires touchent des rémunérations nettement supérieures, occupent de meilleures positions sociales et courent un risque de perdre leur emploi moindre que les diplômés du système dual. On ne peut donc nullement incriminer les jeunes et leurs parents de se tourner vers des filières de formation générales aussi longtemps que celles-ci ouvriront sur de meilleures perspectives de carrière, un plus grand prestige social et une meilleure protection contre le chômage.

Système dual et/ou enseignement supérieur

Phénomène sans précédent en Allemagne, le nombre d'étudiants dépasse actuellement celui des "apprentis" : 1 590 000 étudiants et 1 480 000 "apprentis" en 1990*. En l'espace de 5 ans, la population d'étudiants a augmenté de près de 20% tandis que celle des "apprentis" diminuait dans une proportion équivalente.

Par ailleurs, le flux annuel de nouveaux apprentis représente encore les deux tiers des flux d'entrants dans les deux filières (système dual et enseignement supérieur). Cette part majoritaire d'entrants en formation professionnelle peut être expliquée de deux manières :

- la différence de durée de formation : 3 ans et 1/2 en moyenne pour la formation professionnelle contre 4 ans et 1/2 à 7 ans au minimum pour l'enseignement supérieur ; ainsi, en 1990, les sortants diplômés du système dual étaient-ils 3 fois plus nombreux que les sortants diplômés du supérieur (498 300 contre 166 100) ;

- l'entrée dans l'enseignement supérieur après l'achèvement d'une formation professionnelle : en 1990, près du tiers des primo-inscrits dans le supérieur, titulaires d'un Abitur ou d'un Fachhochschulreife (1), avaient préalablement achevé une formation professionnelle dans le système dual*.

Cette dernière caractéristique, spécifique aux mécanismes qui régissent le système éducatif allemand, semblerait démontrer que la formation professionnelle en alternance demeure pour de nombreux jeunes un passage obligé, même s'ils entreprennent par la suite des études supérieures.

Martine Möbus (CEREQ)

* F. Schaumann "Gleichwertigkeit von Berufs- und Allgemeinbildung - Zukunftschance der beruflichen Bildung", BWP 22/1993/1 (1) Abitur : baccalauréat allemand - Fachhochschulreife : examen d'entrée dans l'enseignement supérieur court.

■ Le comportement des entreprises : vers une rupture des carrières ouvrières ?

Les pratiques de recrutement et de promotion dans les entreprises contribuent à déstabiliser l'apprentissage.

Aujourd'hui comme hier, les employeurs recherchent des professionnels qualifiés qui, outre une identité professionnelle forte, détiennent des savoirs opérationnels et maîtrisent les procédures techniques. Pour parvenir à de telles qualifications, il faut engager un processus susceptible d'approfondir et d'élargir les compétences acquises au cours de l'apprentissage. Cette étape - selon F. Buttler et F. Stooss - reste largement à la discrétion de chaque entreprise.

Pour B. Lutz, les pratiques de recrutement de nombre d'entreprises sont d'ores et déjà alarmantes. Le recours aux diplômés de la filière générale pour pourvoir les postes d'encadrement en production s'intensifie. Ainsi, et à long terme, la portée sociale du système dual s'en trouve encore amoindrie, en particulier pour les ouvriers et employés qualifiés passés par l'apprentissage.

REVALORISER LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Du débat public en Allemagne, il ressort que la valorisation du système dual nécessite des réformes menées conjointement dans l'organisation de la formation et dans le système d'emploi.

■ De nouveaux liens entre l'apprentissage et l'enseignement supérieur.

L'élimination des impasses sur lesquelles buttent actuellement les apprentis dans le système éducatif exige en premier lieu de leur ménager l'accès à l'Université. Cette revendication n'est pas nouvelle. Il y a déjà huit ans, dans le cadre d'une résolution de l'Institut Fédéral de la Formation Professionnelle, les représentants des employeurs, des syndicats, du gouvernement fédéral (Bund) et des "Länder" se prononçaient en faveur de l'équivalence entre la formation professionnelle et la formation générale, condition préalable à des possibilités alternatives d'accès aux études supérieures. A l'époque, les destinataires de ces recommandations, principalement les ministres de l'Education des "Länder", n'en ont guère tiré de conséquences pratiques. Du fait du recul durable et alarmant du nombre de candidats à la formation professionnelle et de l'attraction croissante exercée par l'enseignement supérieur, en particulier universitaire, cette résolution revêt une actualité plus grande que jamais.

Dans cette perspective, l'élargissement des voies d'accès à l'Université aux diplômés de la formation professionnelle continue devait être érigé en principe et non constituer une série d'exceptions, comme c'est le cas actuellement.

La réalisation de l'équivalence entre la formation professionnelle et la formation générale (au-delà de sa formulation) appelle des changements très concrets, dans au moins deux domaines :

- premièrement, au plan politique, l'équivalence entre diplômes professionnels et diplômes de formation générale doit être énoncée de façon suffisamment claire pour que des programmes de formation différents permettent d'atteindre des objectifs similaires ;
- deuxièmement, les filières de formation doivent être structurées dans les négociations entre partenaires sociaux et dans le cadre réglementaire, de telle sorte que la formation professionnelle permette l'acquisition des savoirs généraux de base indispensables pour accéder à l'enseignement supérieur (langues, mathématiques, sciences naturelles, culture, sport).

Encore faut-il que les effets économiques et politiques de telles initiatives soient suffisants pour provoquer un retournement significatif dans le choix d'une filière de formation par les jeunes et leurs parents.

Les raisons d'en douter sont de plusieurs ordres :

- Une résistance massive de la part des Hochschulen (établissements d'enseignement supérieur) déjà surpeuplées qui s'inquiètent à la perspective d'un afflux supplémentaire de jeunes, même s'il n'est pas du tout certain que les jeunes apprentis saisissent majoritairement ces nouvelles opportunités de poursuites d'études.
- Des représentations sociales puissantes voient dans cette équivalence le risque d'une perte de prestige sensible de la formation supérieure.
- En tout cas, seuls des jeunes très sûrs d'un projet à long terme se décideront pour un apprentissage de trois ans, suivi d'une activité professionnelle, en vue d'une future entrée à l'université.

Enfin, il ne suffit pas d'ouvrir des filières d'enseignement supérieur accessibles aux sortants de formation professionnelle, si les niveaux hiérarchiques atteints à partir de la seule formation professionnelle ont une valeur moindre que ceux auxquels peuvent prétendre les sortants de la filière "académique".

■ Un enjeu décisif : l'amélioration des carrières des ouvriers et des employés

Une stratégie globale, comme celle du Deutscher Industrie-und Handelstag (Assemblée permanente des CCI) visant à imbriquer plus étroitement la formation professionnelle avec des mesures de développement du personnel dans les entreprises, s'avère indispensable. Un travail à long terme ouvrant à la main-d'oeuvre de nouvelles carrières professionnelles et des opportunités de promotion sera décisif pour l'avenir du système dual. D'ailleurs, les investissements faits pour améliorer la qualité seraient peu efficaces s'ils n'étaient insérés dans la gestion des ressources humaines pour offrir aux anciens apprentis les mêmes chances d'accès aux positions intermédiaires que celles réservées aux candidats formés dans l'enseignement supérieur. A l'avenir, la formation professionnelle initiale et la formation continue doivent être plus fortement imbriquées et conçues dans la perspective de filières nouvelles et bien identifiées, permettant ainsi à ceux qui font un choix de carrière de prendre leur décision en toute connaissance de cause. Contrairement à ce qui prévaut actuellement dans la petite ou moyenne entreprise, il faut, dès l'entrée en formation ou en emploi, que des carrières déterminées soient définies. Des expérimentations développées par le BIBB et certaines professions vont en ce sens.

Néanmoins, l'élargissement des carrières professionnelles n'est pas suffisant en lui-même. Des recherches plus récentes, menées notamment par le BIBB auprès de ceux qui ont interrompu une formation professionnelle, montrent que le déficit de plus en plus critique en main-

d'oeuvre qualifiée tient au jugement de valeur négatif que les jeunes portent sur les métiers de la production industrielle et artisanale. Souvent, ces jeunes gens aux compétences (productives) reconnues choisissent ce type de professions à titre d'"étape intermédiaire" pour ensuite reprendre des études techniques supérieures ou universitaires. Là encore, les postes de travail qui leur sont proposés ne leur paraissent pas correspondre au niveau de compétence qu'ils ont acquis par la formation.

■ Améliorer le contenu de l'activité professionnelle et les conditions de travail et de rémunération

La revalorisation des métiers d'ouvriers qualifiés suppose au préalable de profondes transformations dans la conception du travail tendant à développer un transfert des responsabilités et des pouvoirs de décision sur les lieux de production. Une plus grande autonomie dans l'exécution des tâches ainsi que la suppression progressive des structures de contrôle hiérarchiques et bureaucratiques sont autant de voies tout à fait praticables pour rendre plus attractives les activités ouvrières qualifiées.

Ce processus est tributaire de modifications substantielles dans les structures de salaires et de revenus pour gagner de jeunes apprentis dans les activités déficitaires en main d'oeuvre. Les entreprises comme l'administration doivent revoir les disparités existant entre les rémunérations des ouvriers et celles des employés. Il faut aussi endiguer la croissance de l'écart des rémunérations offertes respectivement aux sortants de formation professionnelle et aux diplômés du supérieur.

L'image sociale d'un métier ou d'une profession et le désir de l'embrasser dépendent largement en effet, aujourd'hui comme hier, de sa rétribution.

Tibor Adler, Gisela Dybowski et Hermann Schmidt (BIBB)

Adaptation de "Kann sich das duale System behaupten? - Argumente für eine zukunftsorientierte Berufsausbildung" *Berufsbildung in Wissenschaft und Praxis*. BIBB (n°22/1993/1)

(Traduction de François Seyfried, adaptation Eric Verdier)

Bibliographie

Buttler, F.; Stooss, F.: *Gleichwertigkeit beruflicher und allgemeiner Bildung*. Thesen für eine Fachtagung des Bundesministers für Wissenschaft (Juli 1992). Vervielfältigtes Manuskript.

Lutz, B.: *Herausforderungen an eine zukunfts orientierte beruflichen Bildung und Berufsbildungsforschung im internationalen Vergleich*. Internationale wissenschaftliche Tagung zur beruflichen Bildung am 25. und 26. Oktober 1990 in Berlin. Tagungsdokumentation des Bundesinstituts für Berufsbildung. Berlin und Bonn 1991.

Möbus, M. et Verdier, E. *Le système de formation professionnelle en République fédérale d'Allemagne*. CEREQ - Collection des Études n°61 Février 1992.

Möbus, M. et Sevestre, P. "Formation professionnelle et Emploi, un lien plus marqué en Allemagne" - *Economie et Statistique* n° 246/247 - Sept. Oct. 1991